

## Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Etangs littoraux Born et Buch »

### Séance plénière de la CLE n°4

18 juin 2010, 10h00 – 12h45 Parentis-en-Born

#### COMPTE – RENDU

Document téléchargeable sur le site Internet <http://www.gesteau.fr>

#### **Etaient présents ou représentés :**

La réunion a bénéficié de la participation de 41 personnes dont 23 membres de la CLE présents ou représentés.

#### **Membres de la CLE :**

Président : M. Xavier FORTINON

#### ***Pour le collège des représentants des collectivités et des établissements publics locaux***

Mme Michèle BIROCHAU (Aureihan), M. Jean-Marc BILLAC (CDC Mimizan – Pontenx les Forges), M. André CASTANDET (COBAS – Gujan Mestras), M. Lucien CAUDRON (Solférino), M. Guy DUCOURNAU (CDC des Grands lacs - Gastes), M. Jean-Jacques LOUPIT (Parentis-en-Born), M. Daniel PONS (SIAEP de Parentis – Biscarrosse), M. Patrick VAN HEESWYCK (Lüe)

Mme Florence DELAUNAY (Région Aquitaine, nouvellement désignée, membre de la CLE par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2010, postérieur à la séance de la CLE n°4, sans droit de vote lors de cette séance)

#### ***Pour le collège des représentants des usagers, des organisations professionnelles et de la société civile***

Mme Christine GOOD (Syndicat des Sylviculteurs du Sud Ouest), M. Victor ALCARAZ (Fédération des Chasseurs de Gironde), M. Georges CINGAL (SEPANSO Landes), M. Jacques LAFARGUE (Société des Amis de Navarrosse), M. Marc LAMOTHE (GDSA Aquitaine), M. Vincent VILLENAVE (Chambre d'agriculture des landes), M. Michel VINCENT (FDAPPMA des Landes)

#### ***Pour le collège de l'Etat et de ses établissements publics***

Mme Nadine AMELOT-LEPEYTRE (Ministère de la Défense – base aérienne de Cazaux), Mme Elodie COUPE (DREAL Aquitaine), Mme Claudine LACROIX (Agence de l'Eau Adour-Garonne), M. Patrick BOURANDY (DDCSPP 40 ex-DDJS), M. Jean-Jacques CHEVALIER (Agence de l'Eau Adour-Garonne), M. Michel GOUSSAL (DDTM 33 – Police de l'eau et biodiversité), M. Olivier LAURIN (DDTM 40 – Police de l'eau et biodiversité)

Pouvoirs : M. Christian HARAMBAT (excusé) donne pouvoir à M. Patrick VAN HEESWYCK

	Présents	Représentés	VOTANTS
1 - Collège des élus	9	1	10
2 - Collèges des usagers	7	0	7
3 - Collège de l'Etat	6	0	6
<b>TOTAL</b>	22	1	23

Excusés : Mme Mireille DAGREOU, Mme Amélie CASTRO, Mme Angelika HERMANN, M. Michel LACLAU, M. Christian GAUBERT, M. Bernard BOYAU, M. François CAZIS, M. Bernard LAINE (représenté par M. Jean-Claude LAFFARGUE), M. Bernard COMET (représenté par M. Jean-Jacques CAPDEPUY), M. Jean-Louis PEDEUBOY (représenté par M. Philippe BASTIAT)

### **Assistaient également à cette séance :**

M. Lionel FOURNIER (CG 40), Mme Anne BORDESOUILLES (GDSAA), M. Eric LAVIE (Conseil Régional d'Aquitaine), M. Vincent RENARD (FDAPPMA 40), M. Benoît BODENNEC (DFCI 40), Mme Pantxita ETCHEVERRY (VERMILLON), M. Gilles TESTUD (Pays LNCA), M. Franck QUENAULT (SAGE lacs médocains), M. Gérard OSCAMOU (ONF 40), M. Jean-Jacques CAPDEPUY (Sainte-Eulalie-En-Born), M. Philippe BASTIAT (Labouheyre), M. Jean-Marie TOURON (ONEMA 40), M. Hervé JACQUOT (ONEMA 40), M. Denis LANUSSE (FDC 40), M. Gonzalez PAULINO (Liposthey), M. Nicolas JOUBERT (SIMETHIS), M. Cédric PAIN (SIMETHIS), M. Denis BREVET (ALPI 40).

Mlle Delphine PELOUIN, animatrice du SAGE.

### **Rappel de l'ordre du jour :**

1. Point d'avancement de l'élaboration du SAGE :
  - Rédaction de l'Etat des Lieux – Diagnostic
  - Etudes complémentaires
2. Révision des règlements des niveaux des plans d'eau
  - Présentation de la démarche
  - Présentation du projet de règlement d'eau
  - Synthèse des avis et débats
3. Etude « inventaire et caractérisation des zones humides du bassin versant des étangs littoraux Born et Buch » :
  - Contexte, objectifs, déroulement
  - Présentation des résultats des phases 1 et 2
4. Outils de communication du SAGE
  - Site Internet du SAGE : Présentation de la maquette, Adoption d'une architecture générale et des outils cartographiques, Programme de réalisation
  - Ouverture d'un compte sur le Serveur Cartographique CARMEN (MEEDDM)
  - Création d'un groupe de travail communication

### **Documents transmis :**

#### Par envois préalables à la réunion de la CLE :

- Par mail en date du 21 mai 2010 : lettre de convocation et ordre du jour
- Par courrier en date du 28 mai 2010
  - Lettre de convocation comprenant un état d'avancement général
  - Pièces jointes : ordre du jour ; CCTP simplifié de l'étude « inventaire et caractérisation des zones humides du bassin versant »
- Par mail en date du 11 juin 2010 : cahier des charges du Site Internet, rapport de présentation de la démarche de révision des règlements d'eau et projet de règlement d'eau unique
- Par courrier en date du 11 juin 2010 et par mail en date du 15 juin 2010 : dossiers de séance correspondants à l'ordre du jour

En séance : \ .

### **Annexes au compte-rendu :**

1. Feuille d'émargement
2. Diaporamas présentés en réunion (téléchargeables également sur le site Internet <http://www.gesteau.fr>)
3. Récapitulatif des décisions inscrites au registre des délibérations de la CLE

## **A / Relevés des décisions :**

- Validation du compte-rendu de la CLE n°3.
- Adoption du projet de règlement d'eau de la chaîne de plans d'eau du Born et du Buch
- Décision d'ouvrir un compte sur le Serveur Cartographique CARMEN (MEEDDM)
- Site Internet du SAGE :
  - adoption de l'architecture générale et de son contenu
  - adoption du programme de réalisation partielle inscrit pour l'année 2010
  - adoption de la maquette et du style graphique du site
- Décision de créer un groupe de travail « communication » et adoption du projet de composition

## **B / Compte-rendu détaillé des discussions :**

*Voir ci-joint en annexe 2, les diaporamas présentés en séance.*

Xavier FORTINON ouvre la séance à 10h15.

En l'absence de remarque sur le compte-rendu de la précédente séance plénière de la CLE n°3 (4 mai 2009, Parentis-en-Born), transmis par courrier le 9 juin 2010, celui-ci est adopté.

### **1. Introduction et point d'informations diverses**

- Information sur les modifications de la composition de la CLE :
  - Mme Angélique HERMANN remplace M. Olivier DEMAY en tant que représentant de la Section Régionale Conchylicole d'Arcachon ;  
Ayant donné lieu à **l'arrêté préfectoral modificatif du 16 mars 2010.**
  - Mme Florence DELAUNAY remplace Mme Janine JARNAC en tant que représentante du Conseil Régional d'Aquitaine ;  
Ayant donné lieu, *postérieurement à la réunion de la CLE*, à **l'arrêté préfectoral modificatif du 28 juin 2010.**
- Présentation de deux personnes travaillant sur le projet de SAGE :
  - Mlle Anne-Claire SEBIRou réalise un stage en Master (aménagement Université de Tours), ayant pour but de faire un bilan de l'intégration des zones humides dans les documents d'urbanisme des communes du périmètre du SAGE. Les résultats seront intégrés en septembre aux travaux de l'étude du SAGE « inventaire et caractérisation des zones humides »  
Stage rattaché au service des espaces naturels Sensibles du Conseil Général des Landes et co encadré par Claire THOUVENIN (ENS, CG40) et Delphine PELOUIN (Géolandes)
  - M. Nicolas GUYOT, étudiant de BTS (Services en Espace Rural, Oloron-Sainte-Marie) est embauché par le Syndicat Mixte GEOLANDES en contrat d'apprentissage, pour une durée de deux ans, avec pour objectifs de travail d'une part, le programme de lutte contre les plantes envahissantes en partenariat avec les communautés de communes des Grands lacs et de Mimizan, et d'autre part, le diagnostic des usages et en particulier les usages nautiques dans le cadre de l'Etat des lieux du SAGE (responsable de stage Delphine PELOUIN).
- Actualités des projets « SAGE et urbanisme » :
  - Stage « prise en compte des zones humides dans les documents d'urbanisme du bassin versant du SAGE » AC SEBIRou (mission précédemment décrit)
  - SCOT : participation de l'animatrice du SAGE au groupe de travail mis en place par le Pays Landes Nature Cote d'Argent pour l'élaboration du futur SCOT en émergence sur le territoire des communautés de communes des Grands Lacs et de Mimizan
  - Participation à la rédaction du Guide « eau et urbanisme » porté par la DREAL de Bassin (Midi-Pyrénées) et l'Agence de l'eau Adour-Garonne (fiche de cas sur l'expérience du territoire des étangs littoraux du Born et du Buch)
  - Participation au colloque « Eau et urbanisme » qui aura lieu à l'initiative de l'Agence l'Eau Adour-Garonne le 1er Octobre à Bayonne

- Retour sur l'avis émis par la CLE en séance plénière du 4 mai 2009, sur le projet de SDAGE Adour-Garonne 2010-2015 et le Programme De Mesures (PDM) associé :
  - Le nouveau SDAGE Adour-Garonne est désormais en vigueur.
  - Rappel du calendrier :
    - Consultation des partenaires institutionnels (dont les CLE) sur le projet de SDAGE 2010 -2015 et le PDM associé du 9 janvier au 11 mai 2009
    - SDAGE adopté par le Comité de Bassin en date du 16 novembre 2009
    - SDAGE approuvé par l'arrêté ministériel du 1er Décembre 2009
  - Xavier FORTINON rappelle le contenu principal de l'avis de la CLE.
- L'avis général de la CLE était favorable, mais exprimait des réserves, posait des questions et formulait également des propositions, à savoir :
  - les calculs économiques et une répartition des coûts liés à l'atteinte du Bon Etat des masses d'eau, jugés inégaux et n'intégrant pas le principe pollueur payeur
  - une insuffisante prise en compte de la problématique du phosphore
  - des problèmes de zonages et de cartographie comportant des incohérences au regard de la réalité du bassin versant
  - des propositions de mesures complémentaires dans le PDM
- En première lecture il semble que peu des remarques aient été prises en compte.
- Claudine LACROIX (Agence de l'eau Adour-Garonne) apporte des éléments de réponse tout en précisant que les avis sont en cours de traitement et une base de données sera mise en ligne fin Juin sur le Site Internet de l'Agence de l'Eau :
  - Principe pollueur payeur : le Comité de Bassin s'était déjà prononcé sur son programme financier (calcul des redevances) avant la validation du SDAGE et du PDM. Cependant le financement du PDM a été affiné et est globalement résolu. Beaucoup de domaines restent difficiles à évaluer précisément. Le PDM est en cours de définition avec des déclinaisons locales. Cela permettra d'avancer dans la mise en œuvre et de clarifier les réels besoins financiers.
  - Enjeu phosphore : des compléments ont été apportés, se reporter à la mesure B 37 (« [...] il est recommandé de prendre en compte le risque d'apport en phosphore lorsqu'il est de nature à compromettre les objectifs de bon état ou de bon potentiel en particulier sur les bassins versants des plans d'eau. [...] »)
  - Gestion piscicole : la mesure C27 a été reformulée dans le sens souhaité par l'avis de la CLE à savoir de modérer l'interdiction des repeuplements piscicoles.
  - Question de la CLE sur l'utilisation des documents du SDAGE et du PDM, ainsi que sur la répartition des rôles et des coûts pour leur mise en œuvre : une clarification est apportée dans les deux premiers chapitres du SDAGE, dans lesquels les documents constitutifs du SDAGE (chapitre 1) et la procédure de mise en œuvre du SDAGE (chapitre 2) sont présentés de manière pédagogique.
  - Des réponses complémentaires seront formulées sur la base de données des avis qui devrait être accessible prochainement sur le Site de l'Agence Adour-Garonne.

## **2. Point d'avancement général de l'élaboration du SAGE**

*Voir dossier de séance - rapport n°1 + diaporama.*

Delphine PELOUIN se réfère au dossier de séance dans lequel sont présentés l'ensemble des travaux en cours et reprend les points principaux :

- Etude « inventaire et caractérisation des zones humides du Bassin versant des étangs littoraux Born et Buch » : suite à la décision de la CLE en date du 4 Mai 2009, cette étude a été mise en œuvre et confiée à un bureau d'étude en février 2010, voir point à l'ordre du jour n° 3
- Projet d'étude « hydraulique et hydrobiologique » : la commission thématique doit redéfinir les objectifs de cette étude après avoir pris connaissance des résultats assez complexes de l'étude régionale sur les nappes plioquaternaires qui ont été rendus récemment par le BRGM. Une proposition sera faite lors de la prochaine séance de la CLE
- Besoins d'étude sur la dynamique d'érosion des rives des plans d'eau et la courantologie : la problématique d'érosion des berges est régulièrement évoquée dans les commissions thématiques que ce soit en lien avec les usages ou avec la gestion hydraulique, ou bien l'urbanisme et

l'aménagement des rives. Par conséquent, compte tenu de l'absence d'analyse dans ce domaine, il apparaît nécessaire de réfléchir aux pistes pour répondre à ces interrogations. Il est actuellement envisagé de solliciter le GIP Littoral qui dispose de la compétence technique (par similarité aux études menées sur le littoral océanique). Le GIP a été contacté en ce sens. En fonction des possibilités la CLE devra aviser des compléments éventuels à mettre en œuvre.

- Rédaction de l'état des lieux, collecte des données :

- les travaux en cours sont listés dans le rapport n°1 et organisés suivant les objets de travail des 4 commissions thématiques créées.
- Delphine PELOUIN précise que la commission thématique « usages » s'est réunie dernièrement (3 juin 2010 à Parentis-en-Born) mais la réunion a été consacrée essentiellement à la discussion du projet de règlement d'eau. Une réunion spécifique pour la rédaction de l'état des lieux sera donc organisée.
- L'animatrice attire l'attention sur les compléments à apporter sur les usages nautiques notamment, des manques importants avaient en effet été relevés dans le dossier argumentaire du SAGE (Géolandes, 2006) qui sert de base de travail pour l'état des lieux.

La difficulté sur ce volet est que ce secteur n'est pas fédéré et concerne de nombreux acteurs qui recouvrent une diversité de types d'activités liés à l'usage des plans d'eau.

Un questionnaire destiné à tous les prestataires identifiés est en cours d'élaboration et de validation avec les partenaires (notamment le Comité départemental du Tourisme des Landes et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations des Landes).

Une exploitation des résultats de l'enquête de la Communauté des Communes des Grands Lacs, portant sur l'opportunité de la création d'une station de carénage, apportera également des informations pertinentes sur le nautisme sur les lacs de Parentis-Biscarrosse et de Cazaux-Sanguinet.

- Le choix des indicateurs d'état de lieux avec chacune des autres catégories d'utilisateurs se poursuit (récemment travail pour le secteur de la pisciculture), l'objectif étant de présenter une liste de critères lors de la prochaine commission thématique « usages ».
- Un cycle de réunion des commissions thématiques est à prévoir en Octobre dans le but de présenter un projet d'état des lieux lors de la prochaine séance plénière de la CLE (programmée en Décembre).

L'animatrice fait enfin un point d'information sur l'organisation actuelle des organes créés pour appuyer la CLE dans l'élaboration du SAGE :

- 4 commissions thématiques (dotée chacune d'un rapporteur) créées en septembre 2008
- un groupe de travail « zones humides milieux » rattaché à la commission thématique « Etat et fonctionnement des milieux » créé en décembre 2009.
- le comité de coordination hydraulique des étangs littoraux Born et Buch, rattaché à la commission thématique « gestion hydraulique – gestion quantitative » installé en mai 2010
- le comité technique du SAGE composé des partenaires techniques et financiers du SAGE
- le bureau de la CLE (s'est réuni deux fois, en mars 2010 et en avril 2010)

Débat :

Claudine LACROIX (Agence de l'Eau Adour-Garonne) constate que le calendrier prévisionnel de rédaction de l'Etat des Lieux a été revu à plusieurs reprises, elle demande que le planning présenté ici soit respecté.

Elle suggère que les dates des réunions des Commissions thématiques soit programmées dès maintenant pour début septembre afin de transmettre un projet d'état des lieux pour fin septembre.

Claudine Lacroix reconnaît le travail de préparation nécessaire pour la réalisation de l'étude « inventaire et caractérisation des zones humides » notamment mais elle propose que nous n'attendions pas les résultats de cette étude pour rédiger l'état des lieux du SAGE.

⇒ *Le président répond qu'il évaluera avec l'animatrice s'il est possible de remettre un projet d'état des lieux pour fin Septembre, en revanche il considère que le calendrier annoncé dans le dossier de séance sera tenu puisqu'il a été jugé possible*

- ⇒ *Les résultats de l'étude « zones humides » seront intégrés au stade du diagnostic pour ne pas freiner l'élaboration du SAGE*

Georges CINGAL (SEPANSO Landes) s'étonne ne pas voir figurer de référence à la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et à la Directive Cadre Européenne des Eaux de Baignade dans le programme d'état des lieux présenté. La question de la qualité de l'eau est en effet fondamentale, et il conviendrait donc de disposer d'une analyse complète pour envisager des améliorations.

En outre, il remarque que les usages ciblés dans l'état des lieux font essentiellement référence aux usages nautiques et aux activités commerciales. Il semblerait pertinent d'inclure l'ensemble des activités même celles qui n'ont pas d'impact économique pour avoir un diagnostic complet (ex : randonnée) considérant que le SAGE doit impliquer l'ensemble des citoyens. Il précise de plus que les principales dégradations se jouent à l'interface milieux aquatiques / espaces terrestres, il ne faudrait donc pas négliger des activités comme la randonnée sur les berges de cours d'eau et de plans d'eau.

G. Cingal souhaite qu'avant d'envisager des projets de frayères (voir dossier de séance) que la protection des frayères existantes soit assurée.

G. CINGAL fait remarquer que les passes à poissons ne sont pas toutes fonctionnelles sur le bassin versant, point à inclure dans le diagnostic du SAGE.

- ⇒ Michel VINCENT et Vincent RENARD (FDAPPMA 40) : *les projets de la FDAPPMA consistent en particulier à restaurer des sites aux potentialités naturelles pour le développement de frayères et non pas à créer des frayères artificielles.*
- ⇒ Elodie COUPE (DREAL Aquitaine) : *le SAGE intégrera obligatoirement les dispositions du SDAGE et les objectifs des directives Européennes notamment la DCE. C'est le rôle des services de l'Etat que d'y veiller et d'y contribuer. Un travail important d'information auprès des animateurs de SAGE est fait actuellement.*
- ⇒ *Les questions de qualité des eaux seront bien évidemment traitées et l'animatrice ayant reçu récemment les données d'état des lieux DCE, les traitera pour les présenter en commission thématique « état et fonctionnement des milieux »*

Jacques LAFARGUE (SAN) déplore l'absence d'analyse de la qualité de l'eau sur les plans d'eau, constat fait après avoir consulté notamment le Site Internet des Données de l'Eau (SIE) Adour-Garonne.

- ⇒ *il y a en effet peu de données sur les plans d'eau comparativement aux cours d'eau sur lesquels un historique de données se constitue depuis les années 80, mais des campagnes de mesures ont été effectuées sur les plans d'eau par Géolandes et dans le cadre de l'état des lieux DCE*
- ⇒ Olivier Laurin (DDTM 40 – police de l'eau) *informe que le traitement des résultats de l'état des lieux DCE est en cours et des questions se posent encore sur l'interprétation de certains paramètres.*
- ⇒ Elodie Coupé (DREAL Aquitaine) : *La DCE fournit un seul état des lieux à l'instant T qui est le constat de départ de l'état des masses d'eau. Il sert de base aux mesures à entreprendre pour l'atteinte du bon état écologique.*

*Les méthodes d'interprétation des résultats ont également changées.*

*L'état des lieux DCE est un nouveau « thermomètre » des milieux aquatiques sur lequel les partenaires n'ont pas de recul*

*Les données ont été très récemment mises à disposition des porteurs de SAGE.*

Olivier LAURIN (DDTM 40 – police de l'eau) explique que les services Police de l'eau départementaux sont chargés de décliner le Programme de Mesures (PDM) Adour-Garonne pour chacun des départements.

Dans les Landes, la méthode qui sera utilisée est la suivante :

- constat de la qualité de l'eau, utilisation des données DCE (4 années de données 2006 – 2009)
- détermination des pressions qui sont la cause des dégradations constatées
- définition des mesures adaptées et le cas échéant propositions de modifications du PDM

Le travail est entamé sur les Bassins de la Midouze et de la Leyre, et se poursuivra ensuite sur le bassin versant des Etangs littoraux Born et Buch.

Olivier Laurin doit fournir à l'animatrice les éléments nécessaires à l'intégration de ces données dans l'état des lieux du SAGE. Il aurait la possibilité de rapidement mettre à disposition des données synthétiques sur l'état écologique et l'état chimique (intégrant les données 2006 – 2007) accompagnées des facteurs de déclassement.

Ce travail se fera dans le cadre de groupes techniques impliquant les porteurs de SAGE pour identifier notamment les causes de dégradation. La Commission thématique « état et fonctionnement des milieux » pourrait jouer ce rôle.

Jacques LAFARGUE déplore malgré tout que les données ne soient pas accessibles.

- ⇒ Claudine Lacroix : *une grande partie des résultats (volets biologique et chimique) portant sur les grandes masses d'eau est disponible sur le Site de l'Agence de l'eau (SIE Adour Garonne), mais il manque les données pour les substances prioritaires*
- ⇒ Elodie Coupe : *les textes utiles sur les substances prioritaires sont parus à posteriori du démarrage de l'état des lieux DCE. Les analyses ont donc porté sur 21 substances chimiques et des compléments ont ensuite été apportés.*

### **3. Révision des règlements d'eau des niveaux des plans d'eau**

Voir rapport n°2 du dossier de séance ainsi que le diaporama utilisé ci-joint en annexe 3.

#### **Présentation de la démarche**

Delphine PELOUIN présente brièvement la chaîne de plans d'eau et l'organisation de la gestion hydraulique actuelle.

Elle expose ensuite la démarche et les raisons ayant conduit à engager la révision des règlements d'eau en vigueur dès le début de l'élaboration du SAGE. Elle retrace également l'historique de la concertation préalable à la réunion de la CLE :

- Une situation locale conflictuelle lors des derniers printemps et hivers ayant suscité une demande forte des usagers et des collectivités gestionnaires pour que l'analyse de la situation et la concertation sur les niveaux soient engagées.
- Les chroniques de niveaux des plans d'eau enregistrés depuis 1996 montrent que les cotes sont couramment nonconformes aux règlements. Les capacités réelles de régulation et les facteurs naturels ne permettent en effet pas de respecter les cotes légales. Cette situation « irrégulière » s'est ainsi instaurée au fil des ans et une gestion empirique s'est développée.
- Les services de l'Etat reconnaissent le caractère obsolète des arrêtés préfectoraux en vigueur par rapport à la situation réelle (organisation de la gestion et niveaux constatés) et souhaitent qu'ils soient actualisés.
- Le bureau de la CLE a donné son accord pour utiliser les organes d'élaboration du SAGE pour mener la concertation sur un nouveau règlement d'eau, sur la base d'un document projet validé lors de la seconde réunion de bureau de la CLE en date du 2 avril 2010.
- Le projet de règlement d'eau a ensuite été discuté et amendé lors notamment des réunions d'une part comité de coordination (21 mai 2010) et d'autre part de la commission thématique « usages » (3 juin 2010).
- Ce projet est soumis au débat des membres de la CLE afin que celle-ci émette un avis.

Cependant l'avis de la CLE n'a pas de valeur réglementaire et n'est pas formellement requis. La révision des règlements nécessite en effet une procédure réglementaire propre, au titre de la Loi sur l'Eau, conduisant à la modification des arrêtés préfectoraux en vigueur et impliquant une enquête publique (voir intervention suivante d'Olivier Laurin).

L'animatrice précise que le projet de règlement est le reflet de la situation connue et a pour but de clarifier et régulariser ce qui est pratiqué depuis 15 ans environs.

Les cotes proposées sont en effet basées sur les niveaux d'eau moyens enregistrés sur les plans d'eau depuis 1992.

Par ailleurs, ce nouveau règlement d'eau a été élaboré en poursuivant deux objectifs principaux, à savoir :

- mettre en adéquation les cotes légales avec la répartition des pluies et les réelles capacités de régulation hydraulique des ouvrages en place,
- améliorer la coordination des gestionnaires sur l'ensemble de la chaîne hydraulique en instaurant notamment une solidarité amont-aval et en proposant des outils facilitant la concertation et les échanges d'information,

Par conséquent les principales « nouveautés » introduites par le projet de règlement d'eau sont les suivantes :

- Un seul règlement (qui donnera lieu à un seul arrêté interpréfectoral) portant sur les 3 plans d'eau concernés et intégrant l'ensemble des 6 ouvrages hydrauliques (en remplacement des 3 arrêtés préfectoraux actuellement en vigueur) ;
- Deux saisons hydrologiques hautes eaux et basses eaux ;

- Un tableau de bord commun (niveaux des plans d'eau, manœuvre des ouvrages, pluviométrie, écoulement en aval des ouvrages) ;
- Des règles de manœuvre des ouvrages incitant à la solidarité amont-aval ;
- Le respect d'un écoulement minimal permanent sur les ouvrages, nécessaire au maintien de la vie aquatique dans les cours d'eau en aval des ouvrages (application du code de l'environnement).

#### La procédure réglementaire de révision des règlements en vigueur

Olivier LAURIN mentionne que la procédure réglementaire normale demanderait de vérifier que les mesures envisagées sont compatibles avec les usages existants et la pérennité des milieux. Or cette analyse reviendrait quasiment à l'écriture du SAGE alors que le SAGE est en cours de rédaction. Ainsi dans la mesure où le projet de règlement d'eau intègre les niveaux d'eau moyens des lacs connus depuis une période de plus de 10 ans, il est possible d'apparenter cette procédure à une régularisation d'une situation maintenant reconnue.

En outre, le projet de règlement sera formalisé par un arrêté préfectoral remplaçant ceux en vigueur actuellement. Le principe adopté est de prendre dans un premier temps un arrêté préfectoral à titre provisoire, dont la durée de validité, restant encore à fixer, correspondrait globalement à la période d'élaboration du SAGE. Ainsi, il est entendu qu'à l'issue de cette phase de test, un bilan de l'application du nouvel arrêté devra pouvoir être établi pour le réajuster le cas échéant et justifier de son incidence positive ou non.

Il est à noter que la procédure réglementaire ne sera mise en œuvre qu'à la condition que les gestionnaires la sollicitent par des délibérations demandant la révision des règlements d'eau et l'ouverture d'une enquête publique.

#### **DEBAT :**

##### **Niveaux d'eau des lacs – cote de hautes eaux et cote de vigilance de crue**

Michèle BIROCHAU mentionne que plusieurs réunions en mairie d'Aureilhan avec l'animatrice du SAGE et le technicien de rivières ont permis d'aboutir à un accord sur les cotes figurant dans le projet de règlement présenté aujourd'hui. Madame le maire émet cependant des réserves sur les niveaux maxima des hautes eaux par rapport aux problèmes connus d'écoulement des eaux pluviales sur la commune.

Victor ALCARAZ, en tant que riverain du lac de Cazaux, fait remarquer que les cotes hautes d'hiver proposées sur le lac de Cazaux-Sanguinet posent des problèmes pour les habitations les plus proches du lac.

Daniel PONS, confirme qu'à la cote la 21,10 m sur Cazaux-Sanguinet, certaines maisons du quartier de Navarrosse à Biscarrosse pourraient être inondées.

- ⇒ Olivier LAURIN précise que la question des zones de débordement du lac a été abordée au cours de la concertation sur le règlement d'eau. Finalement, ces phénomènes préexistants sont assez bien connus par les riverains. Mais il n'existe pas de carte d'inondation, ni de plan de prévention. Il revient donc à chacune des communes riveraines de répertorier les secteurs et habitations en rives de plans d'eau qui sont soumises au débordement pour pouvoir alimenter un bilan précis durant la phase de test du règlement d'eau.
- ⇒ Delphine PELOUIN rappelle que les cotes des plans d'eau indiquées dans le projet de règlement d'eau correspondent aux cotes enregistrées depuis 1992. Le règlement d'eau ne vise en aucun cas à augmenter les cotes d'hiver. Au contraire, les préconisations de gestion des ouvrages incitent plutôt à marquer un niveau suffisamment bas en automne afin que les lacs à l'entrée de l'hiver offrent une capacité tampon pour pouvoir absorber les pluies hivernales. Et inversement au printemps, il est recommandé de constituer « une réserve » en vue de pouvoir soutenir un niveau minimum des plans d'eau et des cours d'eau au niveau des exutoires durant l'été en cas de déficit pluviométrique.
- ⇒ Par conséquent, ce projet de règlement d'eau « 1<sup>ère</sup> génération » n'a pas vocation à résoudre les problèmes de montée des eaux connues jusqu'à présent. Le règlement propose cependant des solutions pour modérer les phénomènes de crue et d'étiage au travers des modalités de gestion annuelle du niveau des plans d'eau et également par le biais de règles de solidarité amont aval et de manœuvre des ouvrages hydrauliques. Dès lors que les problèmes de débordement seront mieux connus, il conviendra d'étudier les possibilités offertes par la gestion des niveaux des lacs pour améliorer les problèmes qui seront mis en évidence.

*Cette discussion sur la gestion des crues pose la question des réelles possibilités de régulation offertes par les ouvrages hydrauliques et des principaux facteurs influençant le fonctionnement hydraulique.*



### ***Efficacité et effacement des ouvrages hydrauliques ?***

Il est rappelé que compte tenu des masses d'eau en jeu lors des fortes pluies et aussi du rapport de taille entre les plans d'eau et les gabarits des ouvrages hydrauliques, il est évident qu'en période de hautes eaux la capacité de régulation est presque nulle. Les conclusions de l'étude hydraulique conduite en 1996 par le Syndicat Mixte Géolandes mettaient en effet en avant un fonctionnement en régime noyé pour la plupart des barrages de la chaîne, à l'exception du barrage des Anguillons (aval de l'Étang d'Aureilhan), qui apparaît comme le seul point de régulation réelle notamment depuis sa restauration complète en 2007.

Jacques LAFARGUE suggère que soit recherché un mode de gestion optimum visant la satisfaction des divers objectifs. Ces « réglages » pourrait découler d'une modélisation simple intégrant les écoulements du bassin versant.

Daniel PONS évoque l'éventualité de supprimer ces ouvrages, du moins ceux dont l'efficacité est minime. Même si le marnage sera certainement accentué, la régulation naturelle au moins ne pourra pas être critiquée puisqu'elle ne sera pas contrôlée.

Claudine LACROIX et Elodie COUPE appellent à la prudence pour tout projet d'effacement d'ouvrage existant. Un ouvrage constitue un point dur fixant le profil en long d'un cours d'eau. Des phénomènes d'érosion importants sont à craindre à la suite de telles opérations pouvant modifier les berges et l'emprise du cours d'eau. Ce sont des projets à aborder avec la plus grande précaution et nécessitant des études précises.

Xavier FORTINON estime qu'un retour en arrière est peu réaliste, il rappelle que des activités notamment touristiques dépendent des lacs et l'occupation humaine s'est organisée dans cette configuration. En outre, des activités en aval des ouvrages dépendent de la réserve d'eau constituée par les lacs (ex : la papeterie de Mimizan). Les barrages garantissent ainsi le maintien des plans d'eau.

### ***Prise en compte du futur Pôle Santé du Sud Bassin d'Arcachon***

Jacques LAFARGUE souhaite que la CLE se penche sur le projet de construction de l'hôpital du Bassin d'Arcachon, qui est prévu sur la Commune de la Teste de Buch, en bordure du Canal des Landes, dans une zone réputée inondable bien qu'il n'y ait pas de carte des zones inondables ni de PPRI établi.

Il explique que ce futur établissement concerne le règlement d'eau dans la mesure où il représentera une vulnérabilité supplémentaire de la zone aval du lac de Cazaux-Sanguinet et suppose aussi des apports d'eau pluviale plus importants dans le canal.

Le projet de règlement d'eau est construit sur les données existantes et n'intègre pas cette nouvelle contrainte. Or, ne doit-on pas craindre que des règles de gestion des lacs soient imposées à terme pour protéger la zone du futur hôpital ?

Il estime que la CLE par l'expertise qu'elle représente, a un rôle à jouer pour faire connaître les enjeux sur ce secteur aux aménageurs. Il souhaiterait que la CLE se positionne dans ce cadre en remettant un avis ou un courrier au maître d'ouvrage.

Les services de l'Etat rappellent que le SAGE n'étant pas adopté, la CLE ne sera et ne doit pas être consultée formellement dans les procédures administratives Loi sur l'Eau ou même ICPE (cas de ce projet). Le rôle de la CLE et de sa cellule d'animation se limite donc à une transmission des informations utiles et validées à tout porteur de projet du bassin versant.

Michel GOUSSAL (DDTM33 – Police de l'Eau) confirme que les éléments techniques sur le fonctionnement hydraulique du Canal des Landes et le risque d'inondation ont été transmis par l'animatrice du SAGE et lui-même, lors d'une réunion en sous-préfecture d'Arcachon. Il précise que ce projet ne relevant pas de Loi sur l'Eau, la Police de l'eau n'est pas le service instructeur et par conséquent, il ne dispose pas du dossier complet d'aménagement. A sa connaissance, les bâtiments ont été rehaussés et des solutions sont envisagées pour la gestion des eaux pluviales.

Xavier FORTINON fait remarquer que la CLE ne dispose pas à ce jour de tous les éléments pour débattre de ce sujet et propose d'inviter éventuellement les porteurs du projet à venir le présenter dans son ensemble lors de la prochaine CLE. Il s'interroge néanmoins sur la légitimité de la CLE et sur le bien fondé d'une telle démarche. L'animatrice continuera de suivre de près ce dossier.

### ***Règlement d'eau et documents d'urbanisme***

Jean-Claude LAFFARGUE (commune de Sanguinet) questionne la CLE sur les répercussions de la modification des cotes réglementaires du Lac de Cazaux Sanguinet sur la délimitation de la zone non constructible en application de Loi Littoral dans les documents d'urbanisme. En effet, cette limite est basée la cote des hautes eaux. Or le projet de règlement d'eau propose une cote de hautes eaux plus élevée (21 m) que la cote réglementaire actuellement en vigueur (20,94 m NGF). Cela impliquera-t-il une révision des documents d'urbanisme des communes riveraines des plans d'eau.

⇒ Cette question déjà soulevé en comité de coordination hydraulique méritera d'être étudiée.

⇒ Olivier LAURIN propose de se rapprocher des services d'urbanisme pour connaître les réelles modalités d'application de la loi Littoral dans ce cas de figure et de revenir au mode de calcul. Par ailleurs, il suggère de calculer ce qu'induit le delta de hauteur du plan d'eau sur la position de la

ligne des hautes eaux sur la berge des lacs. Il se peut en effet que la différence de surface induite sur la zone non constructible ne soit pas cartographiable sur le plan de zonage compte tenu de l'échelle de représentation.

Xavier FORTINON soumet le projet de règlement au vote des membres de la CLE.

Résultat du Vote :

Sur 23 votants :

- Favorable : 19
- Contre : 0
- Abstention : 4

Le projet de règlement étant approuvé par la CLE, il revient aux Communautés de communes des Grands Lacs et de Mimizan de faire une demande d'ouverture d'enquête publique. Par ailleurs, concernant les ouvrages hydrauliques situés sur la base aérienne de Cazaux, il revient au commandant de Base de donner son accord le cas échéant pour que soit conduite la procédure réglementaire de révision sur l'ensemble de la chaîne hydraulique et de préciser la nature de la procédure, droit commun ou militaire.

#### **4. Etude « inventaires et caractérisation des zones humides »**

*Voir rapport n°3 du dossier de séance ainsi que le diaporama utilisé ci-joint en annexe 3.*

L'animatrice rappelle les enjeux et les objectifs en récapitulant les étapes successives ayant conduit la CLE lors de la précédente séance (4 mai 2009) à programmer cette étude complémentaire.

Elle précise que le cahier des charges cadrant la réalisation de cette mission, confiée à un groupement de bureau d'étude, a été validé en décembre 2009 par un ensemble d'experts techniques, associant des partenaires SAGE et des partenaires Natura 2000. Cette étude apportera donc un « tronc commun » de connaissances sur les zones humides à l'échelle du Bassin versant et répondra ainsi aux obligations de la CLE en la matière.

Elle informe qu'un comité de suivi a été constitué lors du démarrage de l'étude en février 2010. Celui-ci s'est réuni récemment afin de valider les phases 1 et 2 de l'étude.

Egalement, elle annonce que le comité de pilotage du Site Natura 2000 concerné « zones humides de l'arrière dune du Pays de Born » sera installé le 7 Juillet prochain.

Elle résume rapidement les principes méthodologiques adoptés, à savoir :

- Délimiter selon les critères réglementaires (flore et pédologie) les zones humides pour les cartographier au 1/25000<sup>ème</sup> sur l'ensemble du bassin versant
- Caractériser ces zones humides suivant leur richesse écologique, leur rôle hydraulique et sur la qualité de l'eau
- Identifier les Zones Humides d'Intérêt Environnemental Particulier (ZHIEP) et les Zones Stratégiques pour la Gestion de l'Eau (ZSGE)

Le groupement de bureau d'études conduit par SIMETHIS, invité à participer à la séance plénière de la CLE, présente ensuite les premiers résultats :

- Un masque binaire a été établi sur l'ensemble du bassin versant pour distinguer les zones à dominantes humides des zones réputées non humides
- Les données existantes (relevés faune et flore et références bibliographiques) ont été analysées et synthétisées
- la carte des zones à dominante humide est croisée avec la synthèse des données existantes pour cibler les secteurs où des campagnes de terrain (relevés floristiques, identification des habitats naturels, étude des insectes, étude des petits mammifères, étude des populations piscicoles et repérage des zones de frayères) sont à prévoir en phase 3. .

**DISCUSSION :**

Xavier Fortinon confirme en réponse à la demande de Georges Cingal que les résultats de cette étude (lorsqu'ils seront validés par la CLE) seront disponibles sur le Site Internet du SAGE, d'autant plus que la réalisation du Site est en cours (voir point suivant).

## **5. Outils de communication du SAGE : Site Internet**

Xavier Fortinon rappelle que la réalisation du Site Internet a été confié à l'ALPI et présente cet organisme : l'Agence Landaise Pour l'Informatique est un syndicat mixte créé par le Conseil Général des Landes participant au développement de l'informatisation des établissements scolaires, et qui a mis en place un service de conseil, de formation, de développement et de maintenance auprès des collectivités locales et organismes publics.

Xavier Fortinon informe que le Syndicat Mixte Géolandes est déjà adhérent à l'ALPI pour la maintenance du matériel informatique de la cellule d'animation du SAGE, ainsi que pour la dématérialisation des procédures liées aux marchés publics.

Denis Brevet, chef du service WEB, a été invité à présenter la maquette du Site (voir images ci-jointes) :

- Le site s'articule autour de 5 grandes rubriques, telles que spécifié dans le cahier des charges, qui ne seront pas toutes actives dans un premier temps et qui seront alimenté par le SAGE au fur et à mesure
- Le Site offrira des outils dont un espace extranet qui sera accessible aux membres de la CLE, et une interface de diffusion des données cartographiques

Il explique donc qu'à ce stade la structure et le graphisme du Site sont aboutis, la prochaine phase consistera à développer la dynamique du Site.

La mise en ligne est donc possible dans quelques mois selon la disponibilité du maître d'ouvrage pour alimenter le Site en textes et contenus minimum.

Claudine Lacroix demande à inscrire un lien vers le Site de l'Agence de l'Eau dans les liens utiles.

La CLE décide par ailleurs à l'unanimité, sur proposition du Président, de faire une demande au MEEDDM d'ouverture d'un compte CARMEN, qui est une plate forme de gestion des données cartographiques et environnementales. L'objectif est de mettre à disposition de tous les données du SAGE via le Site Internet du SAGE.

Delphine Pelouin présente ensuite la composition du groupe de travail communication, qui aura pour rôle de travailler sur tous les outils de communication qui seront développés dans le cadre du SAGE.

Dans l'immédiat, ce groupe pourra donner son avis sur le Site Internet et travaillera également sur la vulgarisation des résultats de l'étude d'inventaire des zones humides.

La CLE adopte à l'unanimité cette proposition.

---

Xavier FORTINON clôt la séance à 12h45 en remerciant les participants.